

Projet de sleep-in en ville de Fribourg

Il manque toujours un toit et des sous

L'Association La Tuile, dont l'objectif est de mettre en place, pour cet hiver, une structure d'accueil nocturne pour jeunes en rupture de lit, a dressé le bilan de six mois d'activité. En bref: le projet n'a guère avancé. Il faut toujours dénicher l'appartement adéquat et, surtout, réunir la somme nécessaire au départ de l'aventure. Laquelle n'a pas encore convaincu les autorités. Mais l'espoir reste bon.



Dur dur, d'ouvrir un sleep-in à Fribourg!... L'association La Tuile, constituée en mars dernier, sous la houlette d'éducateurs fribourgeois, pour offrir un toit de dépannage aux sans-abri, n'a guère avancé depuis le printemps. C'est que les sous des collectivités publiques – dont l'aide est plus qu'indispensable – ne se pressent pas au portillon. Alors que la clientèle existe, et que le projet répond donc à un réel besoin. Ce que corroborent d'ailleurs deux enquêtes – réalisées auprès des institutions d'aide fribourgeoises et des cantons qui connaissent déjà une telle structure – et sur lesquelles s'appuie la conviction du groupe, fort de quelque quarante membres.

Bref, La Tuile entend ne pas se laisser décourager. Coûte que coûte, elle veut pouvoir offrir, cet hiver encore, huit lits au moins, et au centre-ville. Et elle l'a dit haut et fort, jeudi, lors d'une conférence de presse.

«Nous sommes prêts à partir modestement», expliquent ses responsables. «Nous recevons si souvent des téléphones d'assistants sociaux nous demandant si nous disposerions d'un

gîte pour quelques nuits, que nous ne pouvons pas attendre indéfiniment.» Pour démarrer, il leur faut 150 000 francs; pour l'heure, la caisse manque cruellement de zéros. «Nous avons lancé et allons lancer plusieurs campagnes de récolte de fonds et de sensibilisation, auprès des politiciens, des médecins, des Conseils communaux du Grand Fribourg, de l'Etat... Jusqu'à aujourd'hui, les résultats sont très moyens: quelques adhésions à l'association, c'est tout.»

Prudence

Du côté des villages de l'agglomération fribourgeoise, aucune réponse n'est venue. Le Département cantonal des affaires sociales ne saurait pas non plus donner de subventions pour l'instant. Seule la ville de Fribourg a ouvert sa porte: son service social étudie l'opportunité de prendre en charge une partie des frais du sleep-in, comme la location d'un appartement. Encore faut-il en trouver un! La Tuile a contacté toutes les régies de la place; la moisson a été bien maigre. Ou coûtait trop cher. Telle cette maison de la Grand-Rue à cinq mille francs par mois. Tentant, mais peu réaliste aux yeux de la commune... qui préférerait s'en tenir à un loyer cinq fois plus petit.

Le Service social, d'ailleurs, reste très prudent face au dossier. Il vient d'ouvrir le foyer Saint-Louis, flanqué d'un immeuble hébergeant des clochards, et craint que le projet n'entre en concurrence avec des institutions ad hoc déjà existantes – foyers d'apprentis, accueils pour drogués, etc. – et qui bénéficient déjà de subventions. Surtout, elle se méfie que le sleep-in devienne une sorte de seconde auberge de jeunesse, dont la clientèle – qui n'aurait à payer que cinq francs par nuitée – se recruterait par trop dans les rangs des spectateurs de Fri-Son en mal de dernier train. En ce cas-là, la ville ne pourrait entrer en matière.

La Tuile s'en défend. La structure qu'elle souhaite mettre en place – ac-

cueil de quelques nuits à trois mois, organisé selon des règles strictes – vise justement à éviter le plus possible l'hébergement touristique. L'encadrement professionnel prévu ne se veut toutefois pas excessivement rigide: «Notre objectif est de proposer à toute une population de jeunes une structure nocturne souple, qui n'existe pas encore.

Car il s'agit de permettre à des gens en rupture momentanée de toit de disposer rapidement d'un soutien. Pour les soustraire à un esseulement qui pourrait, sinon, les entraîner dans des problèmes plus graves.»

JFT

Qui, et d'où?

La Tuile a voulu savoir à quel besoin répondrait son sleep-in. Deux enquêtes y ont répondu. L'une s'est adressée aux institutions publiques et privées dans le domaine social. Son objectif: préciser les nécessités d'un hébergement à court et moyen terme à Fribourg. La moitié d'entre elles ont collaboré. Dont 67% reconnaissent un besoin important. Certes, il existe déjà, en ville, des possibilités de fortune: quelque vingt lits. C'est dire, en regard des 470 demandes enregistrées en 1989, par exemple, le besoin de structurer l'ensemble.

La clientèle? En majorité des jeunes entre 16 et 35 ans, qui cherchent un lit pour une ou six nuit (38%) ou

pour un à trois mois (43%). Pour quelles raisons? Difficile de définir un groupe plus nécessiteux qu'un autre. En vrac, il y a ceux qui sortent de prison, qui fuient, qui souffrent de toxicomanie... Quelques-uns sont en voyage, «sans toi ni loi», d'autres attendent tout simplement un nouveau logement.

La seconde enquête a recensé ce qui se fait déjà en Suisse. Chiffres intéressants: 40% des gens qui fréquentent un sleep-in viennent de la ville même où ils se trouvent. Un quart, du canton. Et ils y logent, pour les deux tiers, d'une à dix-huit nuits. Qui subventionne? Entre les villes et les cantons, les frais, en général, sont couverts. JFT